LE CESE VU DE L'INTÉRIEUR

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉ

2015

Comité économique et social européen

Cette brochure est basée sur le *rapport d'activité* 2015 du CESE publié en juin 2016, qui constitue, conformément à l'article 142 du règlement financier, le principal outil utilisé par le Comité économique et social européen dans le cadre de la reddition annuelle des comptes à l'autorité budgétaire.

Le texte intégral du rapport est disponible à l'adresse suivante: **http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.about-the-committee**

© Conception de la page de couverture: Art & Build + Atelier d'architecture Paul Noël, © page 05 Shutterstock Mandy Godbehear, © page 11 Istockphoto Rawpixel Ltd, © page 17 Istockphoto Todor Tsvetkov, © page 27 Istockphoto PJPhoto69, © page 33 Shutterstock Rido

AVANT-PROPOS

Chères lectrices, chers lecteurs,

J'ai le plaisir de vous présenter cette brochure, qui se fonde sur le *rapport d'activité 2015* du Comité économique et social européen et donne un aperçu de l'ensemble des activités menées en 2015, une année de changements majeurs pour le CESE.

Nous sommes ravis de saluer l'entrée de Georges Dassis dans ses fonctions de président nouvellement élu du Comité, ainsi que l'arrivée de plusieurs nouveaux présidents de section et de quelque 141 nouveaux membres. Un travail considérable a été accompli pour préparer ce renouvellement d'une ampleur historique, qui a permis d'assurer une transition harmonieuse entre la fin du mandat précédent et le début du nouveau mandat.

Un nouvel organigramme a été mis en place en janvier 2015, dans un esprit de gestion dynamique de nos ressources et de nos talents. Un nouveau service d'assistance a vu le jour, afin d'offrir aux membres un guichet unique pour répondre à toutes leurs questions pratiques et administratives; cet outil a rencontré un franc succès. Une nouvelle unité «Évaluation des politiques» a par ailleurs été créée, afin d'intégrer l'évaluation des politiques au sein du Comité et de donner plus de poids à la société civile dans le cadre du processus législatif. Les activités de programmation législative ont été intensifiées et des efforts considérables ont été centrés sur le renforcement de la capacité du Comité à élaborer des avis portant sur des thématiques horizontales.

Avant tout, le CESE a joué un rôle précieux pour aider l'Union européenne à relever un certain nombre de défis difficiles en 2015, notamment l'afflux de réfugiés, le changement climatique et la lutte contre le terrorisme. Ces défis ont nécessité la mobilisation résolue de tous les acteurs du débat démocratique ainsi qu'une coopération et une solidarité renforcées à tous les niveaux: entre les institutions, la société civile organisée et les citoyens.

Le CESE a contribué à cette tâche en poursuivant sa coopération avec un large éventail de partenaires et de parties prenantes – depuis ses propres membres jusqu'aux différentes organisations de la société civile – dans le but d'organiser des activités sur des questions d'actualité liées au programme de travail de l'UE. Par exemple, au cours de la période cruciale qui a précédé la conférence sur le climat (COP21) tenue en décembre à Paris, le CESE s'est employé à présenter le point de vue de la société civile et a organisé un grand nombre de manifestations et d'auditions pour favoriser le dialogue. En outre, le premier Forum européen sur la migration, organisé conjointement par la Commission européenne et le Comité, s'est tenu au siège du CESE en janvier 2015.

Le Comité a également joué un rôle central en proposant et en mettant en œuvre l'Année européenne du développement (AED2015), et a contribué à renforcer les contacts avec la société civile dans les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (pays ACP). Tout au long de l'année, des activités spécifiques ont été axées sur les instruments financiers et le cadre de développement après les objectifs du Millénaire pour le développement.

Le CESE a donc montré qu'il était un partenaire actif et engagé des autres institutions de l'UE s'agissant de rebâtir des ponts entre les citoyens et le projet européen et de transformer les objectifs politiques de l'Union en actions concrètes servant l'intérêt général.

Cette brochure rend compte de nos travaux et de notre volonté de changement. Elle est une synthèse des mesures et des initiatives que nous avons prises ainsi que des principes qui les sous-tendent et qui s'inscrivent dans le fil de la mission du CESE.

Luis Planas
Secrétaire général du CESE

TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATION DU CESE

UN RÔLE IMPORTANT DANS LE PROCESSUS DÉCISIONNEL EUROPÉEN

RELAYER L'OPINION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

LE CESE: UN PROMOTEUR DES VALEURS EUROPÉENNES

GESTION DU CESE

PRÉSENTATION DU CESE

> **Le CESE [...] contribue à renforcer la légitimité démocratique et l'efficacité de l'UE en permettant aux organisations de la société civile des États membres de faire entendre leur voix au niveau européen.**

QU'EST-CE QUE LE CESE?

Le Comité économique et social européen (CESE) est un organe consultatif de l'Union européenne dont le siège se situe à Bruxelles. Depuis sa création en 1957, le CESE est un forum unique de consultation, de dialogue et de consensus entre les représentants des différentes composantes économiques, sociales et civiles de la société civile organisée. Le Comité occupe une place particulière dans le processus décisionnel de l'UE, en ce qu'il est un **organe consultatif** émettant des avis à l'intention tant du bras «législatif» (le Parlement européen et le Conseil) que du bras «exécutif» de l'Union (la Commission). Il s'assure que les organisations de la société civile ont leur mot à dire dans l'évolution de l'Europe.

QUELS SONT LES OBJECTIFS DU CESE?

Le CESE est engagé dans la construction européenne. Il contribue à renforcer la légitimité démocratique et l'efficacité de l'UE en permettant aux organisations de la société civile des États membres de faire entendre leur voix au niveau européen.

Le CESE accomplit **trois missions essentielles**:

- contribuer à ce que les politiques et la législation européennes soient davantage en rapport avec les réalités économiques, sociales et civiques en assistant le Parlement européen, le Conseil et la Commission européenne grâce à l'expérience et à la représentativité de ses membres et en recherchant un consensus au service de l'intérêt général de l'UE;
- promouvoir le développement d'une Union européenne plus participative et plus proche de ses citoyens en jouant le rôle de forum institutionnel de représentation, d'information, d'expression et de dialogue pour la société civile organisée;
- promouvoir les valeurs qui constituent le fondement de la construction européenne et faire progresser, en Europe comme dans le monde entier, le rôle des organisations de la société civile et la démocratie participative.

LA SOCIÉTÉ CIVILE ORGANISÉE: QU'EST-CE QUE C'EST?

Par «société civile organisée», l'on désigne un large éventail d'organisations, de réseaux, d'associations, de groupes et de mouvements qui sont indépendants des pouvoirs publics et, parfois, se réunissent pour faire progresser leurs intérêts communs au moyen d'une **action collective**. Ces groupes jouent souvent le rôle d'intermédiaires entre les décideurs et les citoyens, et permettent à ces derniers de prendre une part active aux efforts déployés afin de répondre à leurs demandes et à leurs préoccupations.

COMMENT LA SOCIÉTÉ CIVILE EST-ELLE REPRÉSENTÉE?

Le CESE se compose de **350**[1] **membres** originaires des **28 États membres**. Ces membres ne sont pas des responsables politiques mais bien des employeurs, des syndicalistes et des représentants de groupes tels que des associations professionnelles et communautaires, des agriculteurs, des organisations de jeunesse, des associations de femmes, des consommateurs, des défenseurs de l'environnement et bien d'autres encore. Ils sont issus de toutes les catégories sociales et professionnelles, et disposent d'un éventail très large de connaissances et d'expériences. Ils ne résident pas en permanence à Bruxelles mais exercent leur métier dans leur pays d'origine, ce qui leur permet de maintenir un contact direct avec leur base. Désignés par les gouvernements nationaux, les membres du CESE sont nommés par le Conseil, pour une durée de cinq ans. Ils exercent leurs fonctions en toute indépendance, dans l'intérêt général de l'Union européenne et de ses citoyens. Grâce aux débats qu'ils organisent sur des problématiques impliquant et touchant la société civile, et aux avis qu'ils adoptent, les membres du Comité font partie intégrante du processus d'élaboration des politiques et de préparation des décisions au niveau de l'UE.

RÉPARTITION NATIONALE DES SIÈGES

Les membres sont désignés par les gouvernements nationaux et nommés par le Conseil de l'Union européenne pour un mandat renouvelable de cinq ans. Le mandat actuel va jusqu'en 2020. La répartition nationale des sièges est la suivante:

[1] À la faveur du renouvellement du mandat du CESE en octobre 2015, le nombre des membres a été réduit de 353 à 350, comme prévu par le traité sur l'Union européenne.

MEMBRES PAR PAYS

24
Allemagne, France, Italie et Royaume-Uni

21
Espagne et Pologne

15
Roumanie

12
Belgique, Bulgarie, République tchèque, Grèce, Hongrie, Pays-Bas, Autriche, Portugal et Suède

9
Croatie, Danemark, Finlande, Irlande, Lituanie et Slovaquie

7
Lettonie et Slovénie

6
Estonie

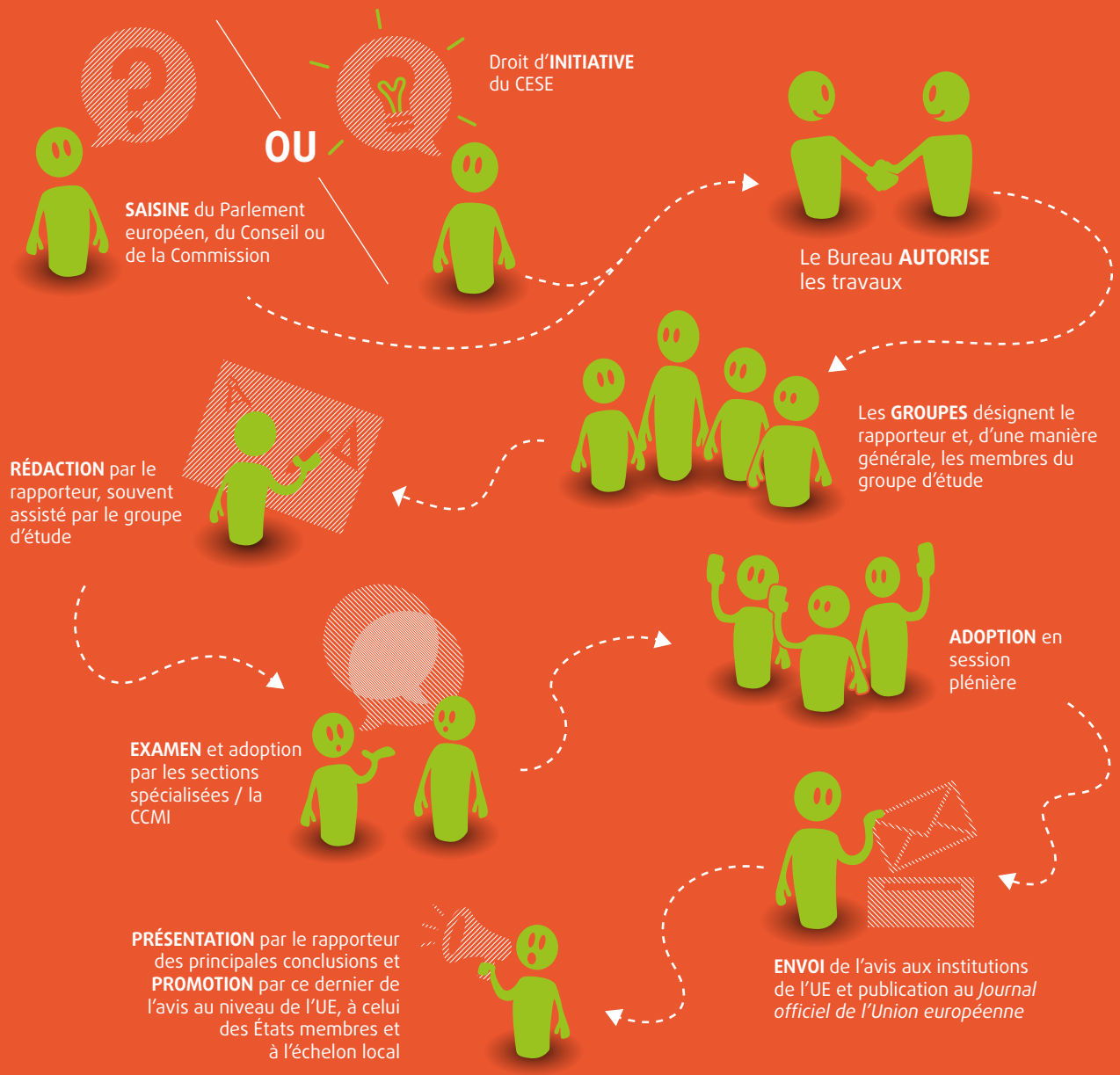
5
Chypre, Luxembourg et Malte

QUE SONT LES AVIS?

Le Parlement européen, le Conseil de l'Union européenne et la Commission européenne sont tenus, en vertu des traités européens, de consulter le CESE sur un large éventail de questions politiques lorsqu'ils adoptent de nouvelles législations. Par ailleurs, les trois institutions peuvent consulter le Comité dans tous les cas où elles le jugent opportun. Le CESE examine les propositions, élabore et adopte des **avis** fondés sur un consensus auquel sont parvenus ses membres. Une fois adoptés en session plénière, les avis sont transmis aux institutions européennes et publiés au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le CESE peut, en outre, adopter des **avis d'initiative** sur toutes les questions relatives à l'Union européenne, ses politiques et leur évolution possible. Il élabore également des **avis exploratoires** à la demande des institutions de l'Union, dans des domaines pour lesquels celles-ci estiment que le Comité dispose des compétences et de l'expertise appropriées, et qui sont sources de préoccupation pour les citoyens. Le CESE peut en outre publier des **rapports d'information** examinant tout aspect pertinent pour les politiques de l'UE.

LE CYCLE DE VIE D'UN AVIS



En 2015, le CESE a adopté un total de **117 avis**, dont 12 avis exploratoires. Tous ont été publiés au *Journal officiel de l'Union européenne* dans les **24** langues officielles de l'Union.

ORGANISATION DU CESE

Les membres du CESE sont répartis dans trois groupes: **le groupe des employeurs** (groupe I), **le groupe des travailleurs** (groupe II) et **le groupe des activités diverses** (groupe III). L'objectif est de parvenir à un consensus entre ces trois groupes, de telle sorte que les avis du CESE reflètent les intérêts économiques et sociaux des citoyens. Les groupes des employeurs, des travailleurs et des activités diverses sont respectivement présidés par M. Jacek Krawczyk (Pologne), Mme Gabriele Bischoff (Allemagne) et M. Luca Jahier (Italie).

Le CESE comprend **6 sections spécialisées**, couvrant différents aspects des travaux de l'UE allant de l'économie aux affaires sociales. Les membres siègent au sein d'une ou de plusieurs sections, selon leurs domaines d'expertise, et c'est dans ce cadre qu'une grande partie des travaux préparatoires des avis est effectuée. Le CESE a également instauré une **commission consultative des mutations industrielles** (CCMI), qui aide l'industrie européenne à anticiper les conséquences de la mondialisation et à s'y adapter. Il a en outre mis en place trois **observatoires** spécialisés, consacrés respectivement au marché unique, au marché du travail et au développement durable, ainsi qu'un **comité de pilotage** compétent pour la stratégie Europe 2020 en faveur de la croissance et l'emploi. Une unité «Évaluation des politiques» a été créée en 2015 afin d'introduire la pratique systématique de l'analyse et de l'évaluation des politiques dans les travaux législatifs du CESE.

Présidents des sections spécialisées et des autres organes du CESE

- Joost van Iersel, section «Union économique et monétaire et cohésion économique et sociale» (ECO)
- Martin Siecker, section «Marché unique, production et consommation» (INT)
- Brendan Burns, section «Agriculture, développement rural et environnement» (NAT)
- Dilyana Slavova, section «Relations extérieures» (REX)
- Pavel Trantina, section «Emploi, affaires sociales et citoyenneté» (SOC)
- Pierre Jean Coulon, section «Transports, énergie, infrastructures et société de l'information» (TEN)
- Lucie Studničná, commission consultative des mutations industrielles (CCMI)
- Etele Baráth, comité de pilotage Europe 2020
- Pedro Almeida Freire, observatoire du marché unique (OMU)
- Brenda King, observatoire du développement durable (ODD)
- Carlos Manuel Trindade, observatoire du marché du travail (OMT).

Tous les deux ans et demi, le CESE élit un Bureau constitué de 39 membres, y compris un président et deux vice-présidents choisis dans chacun des trois groupes par rotation. Le dernier renouvellement a eu lieu en octobre 2015. Le président du CESE est **Georges Dassis** (Grèce, groupe des travailleurs). Il est responsable du bon déroulement des activités du Comité et représente le CESE dans ses relations avec les autres institutions et organes. Les deux vice-présidents – à l'heure actuelle **Gonçalo Lobo Xavier** (Portugal, groupe des employeurs) et **Michael Smyth** (Royaume-Uni, groupe des activités diverses) – sont responsables respectivement de la communication et du budget. Le Bureau a pour tâche principale d'organiser et de coordonner les travaux des différents organes du CESE et d'en fixer les orientations politiques.

Le Comité dispose d'un secrétariat, placé sous la direction d'un secrétaire général qui rend compte au président, représentant le Bureau. Quelque **700 personnes** travaillent au CESE et assistent les membres dans l'exercice de leurs fonctions.

COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN

INSTANCES POLITIQUES 2015-2018

GROUPE DES EMPLOYEURS

GROUPE I
(117 membres)
Président: **Jacek KRAWCZYK**

GROUPE DES TRAVAILLEURS

GROUPE II
(121 membres)
Présidente: **Gabriele BISCHOFF**

GROUPE DES ACTIVITÉS DIVERSES

GROUPE III
(112 membres)
Président: **Luca JAHIER**

Comité d'audit

PRÉSIDENT
Georges DASSIS
groupe des travailleurs

QUESTEURS
Antonello PEZZINI (gr. I)
Laure BATUT (gr. II)
Bernardo HERNÁNDEZ BATALLER (gr. III)

VICE-PRÉSIDENT
Gonçalo LOBO XAVIER
groupe des employeurs

Groupe Communication

BUREAU
39 membres

VICE-PRÉSIDENT
Michael SMYTH
groupe des activités diverses

Groupe budgétaire

PLÉNIÈRE
350 membres

OMU
Observatoire du marché unique
Président:
Pedro ALMEIDA FREIRE (gr. I)

Comité de pilotage
EUROPE 2020
Président:
Etele BARÁTH (gr. III)

ODD
Observatoire du développement durable
Présidente:
Brenda KING (gr. I)

OMT
Observatoire du marché du travail
Président:
Carlos Manuel TRINDADE (gr. II)

INT
Section «Marché unique, production et consommation»
Président:
Martin SIECKER (gr. II)

ECO
Section «Union économique et monétaire et cohésion économique et sociale»
Président:
Joost van IERSEL (gr. I)

TEN
Section «Transports, énergie, infrastructures et société de l'information»
Président:
Pierre Jean COULON (gr. II)

REX
Section «Relations extérieures»
Présidente:
Dilyana SLAVOVA (gr. III)

CCMI
Commission consultative des mutations industrielles
Présidente:
Lucie STUDNIČNÁ (gr. II)

NAT
Section «Agriculture, développement rural et environnement»
Président:
Brendan BURNS (gr. I)

SOC
Section «Emploi, affaires sociales et citoyenneté»
Président:
Pavel TRANTINA (gr. III)

Le CESE veille à ce que les politiques et la législation européennes soient mieux adaptées aux réalités économiques, sociales et civiques en assistant le Parlement européen, le Conseil et la Commission européenne grâce à l'expérience et à la représentativité de ses membres, et en favorisant le dialogue et la recherche d'un consensus privilégiant l'intérêt général européen.

UN RÔLE IMPORTANT DANS LE PROCESSUS DÉCISIONNEL EUROPÉEN

19

avis ont été adoptés sur saisine du Parlement européen (PE)

159

réunions ont été organisées avec des représentants du PE

COOPÉRATION AVEC LE PARLEMENT EUROPÉEN

Un total de **19 avis** ont été adoptés sur saisine du Parlement européen. Les membres et le personnel ont participé activement à 112 réunions individuelles, de commissions, groupes et intergroupes du PE, et 35 réunions ont eu lieu entre les rapporteurs du CESE et du PE ainsi qu'entre les présidents de section ou de la CCMI d'une part et ceux des commissions du PE d'autre part. Au total, quelque **159 réunions** ont été organisées avec des représentants du Parlement européen.

AVIS ET RAPPORTS

2015 >	**86**	**19**	**12**	=	**117**
2014 >	88	61	10	=	159
2013 >	103	84	13	=	200
2012 >	105	122	12	=	239

- Avis et rapports
- Saisines du PE
- Avis exploratoires
- TOTAL

COOPÉRATION AVEC LE CONSEIL EUROPÉEN ET LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

Les **présidences lettone et luxembourgeoise de l'UE** ont officiellement demandé **7 avis exploratoires**, qui ont tous été adoptés. Ils portaient sur les thèmes suivants:

- Construire un écosystème financier pour les entreprises sociales
- Incidences de la politique en matière de climat et d'énergie sur les secteurs agricole et forestier
- Aide sociale à long terme et désinstitutionnalisation
- Le marché intérieur du transport routier international de marchandises: dumping social et cabotage
- La contribution de la société civile au réexamen de la stratégie UE-Asie centrale
- Les effets de la numérisation sur le secteur des services et l'emploi dans le cadre des mutations industrielles
- Les avancées de la mise en œuvre de la stratégie Europe 2020 et les moyens de réaliser ses objectifs d'ici 2020.

Une réunion extraordinaire du Bureau a eu lieu à Luxembourg en novembre 2015. Le président du CESE, les présidents de section, le président du comité de pilotage Europe 2020 et plusieurs rapporteurs ont participé à un total de **8 réunions ministérielles de l'UE** portant sur les thèmes suivants:

- La coordination nordique-baltique de l'UE
- Le dialogue social
- La politique de cohésion (présidences lettone et luxembourgeoise)
- Le partenariat oriental
- L'Union pour la Méditerranée
- La conférence ministérielle de l'OMC.

Le président du CESE, le président et les rapporteurs de la section ECO ont par ailleurs tenu une série de réunions bilatérales sur l'approfondissement de l'UEM avec Jeroen Dijsselbloem, président de l'Eurogroupe, et des représentants de haut niveau des États membres.

Les présidents des sections spécialisées et des groupes ainsi que des rapporteurs du CESE ont participé activement à diverses **conférences de la présidence de l'UE** sur des sujets tels que:

- Renforcer les entreprises sociales en Europe
- Questions relatives à l'environnement international
- Le dialogue social
- Les pratiques de désinstitutionnalisation et la poursuite du développement de la politique de l'aide sociale en Europe
- Le festival des villes URBACT
- Les régions polycentriques transfrontalières
- L'Année européenne du développement
- Les médias des pays du partenariat oriental
- La société civile des pays du partenariat oriental
- L'économie numérique et les nouveaux emplois.

CONFÉRENCES, AUDITIONS ET AUTRES RÉUNIONS

2015 >	**67**	**82**	**8**	**474**
2014 >	99	61	14	648
2013 >	73	105	12	604
2012 >	65	123	9	525

- Auditions (co)organisées par la direction des travaux législatifs (DTL)
- Conférences (co)organisées par la direction des travaux législatifs (DTL)
- Participation aux réunions ministérielles formelles/ informelles de l'UE
- Participation aux réunions, sommets et conférences de haut niveau aux échelons national, international et de l'UE

Des ministres, des ambassadeurs et des représentants des présidences de l'UE, du Conseil et de gouvernements des États membres ont pris part à une série de **conférences**, de **débats** et de **manifestations organisés par le CESE** et portant sur des thèmes tels que:

- La stratégie Europe 2020
- L'entrepreneuriat social
- La Journée de la société civile
- La Journée européenne du consommateur
- La Journée de l'initiative citoyenne européenne
- L'obsolescence programmée
- La libre circulation: un droit fondamental européen menacé
- L'avenir du dialogue social européen
- L'infrastructure verte
- Les objectifs de développement durable
- Le plan de mise en œuvre stratégique du partenariat européen d'innovation concernant les matières premières
- Le transport routier
- La politique de cohésion de l'UE
- L'avenir du programme urbain de l'UE
- Le PTCI
- Le réseau des acteurs économiques et sociaux UE-Afrique
- Les services d'intérêt général.

COOPÉRATION AVEC LA COMMISSION EUROPÉENNE

72 réunions de haut niveau ont été organisées avec des commissaires, des directeurs généraux et des directeurs

82 délégations du CESE ont assisté à des conférences de haut niveau organisées par la Commission

En 2015, le CESE a adopté **4 avis exploratoires** spécifiquement demandés par la Commission européenne. Ils portaient sur les thèmes suivants:

- La simplification de la PAC
- La politique européenne intégrée de l'aviation
- Les femmes et les transports
- Le rôle de la société civile dans les relations UE-Albanie.

Au cours d'une réunion bilatérale tenue avec Frans Timmermans, vice-président de la Commission, le 20 octobre 2015, le président du CESE a présenté la contribution du Comité au programme de travail de la Commission pour 2016 et a notamment mis l'accent sur l'importance de renforcer le modèle social européen et d'instaurer une nouvelle politique migratoire.

En juillet 2015, le Comité a organisé un événement de haut niveau sur la politique européenne intégrée de l'aviation, qui a réuni les principales institutions et organisations susceptibles de contribuer à accroître la compétitivité du secteur aérien de l'UE et de créer de la croissance économique. Violeta Bulc, commissaire européenne chargée des transports, a présenté les premières conclusions de la consultation publique sur le «paquet aérien».

Le CESE, la Commission européenne, le Parlement européen et la présidence luxembourgeoise ont organisé conjointement une grande conférence de haut niveau intitulée «PTCI: quels avantages pour les partenaires sociaux?».

ÉTUDES D'IMPACT

Compte tenu du nouveau paysage institutionnel européen et de la nouvelle approche de l'activité législative adoptée par la Commission, qui a réduit le nombre des initiatives, le Comité a continué à développer, en 2015, une approche plus stratégique de la programmation. Une nouvelle unité «**Évaluation des politiques**» a été créée, afin de développer l'évaluation des politiques au sein du Comité et de donner davantage de poids à la société civile dans le cadre du processus législatif.

PROJETS

Lancée en 2013, l'approche «par projet» du Comité vise à transformer certaines recommandations, exprimées dans ses avis, en **actions concrètes**, et prévoit de recourir à des partenaires extérieurs et de combiner plusieurs instruments afin d'obtenir des résultats concrets.

Dans son projet «Promouvoir l'Europe au niveau local», initialement lancé en 2014 dans le cadre du suivi de son avis d'initiative sur le thème «Vers un développement territorial plus équilibré dans l'UE», le CESE préconise un développement plus équilibré pour permettre à toutes les parties de l'UE de contribuer à la réalisation de l'objectif de cohésion territoriale inscrit dans les traités de l'Union européenne. Le 9 septembre 2015, le CESE a organisé une conférence dans le but d'examiner les conclusions finales du projet. Il ressort de celles-ci que les initiatives politiques visant à rendre les zones rurales plus attrayantes et à réduire les déséquilibres territoriaux doivent se concentrer sur l'emploi, les infrastructures et les services, en s'appuyant sur des politiques de développement rural à tous les niveaux.

Le 3 février 2015, le CESE a organisé une manifestation pour clôturer son projet «Mieux intégrer la communauté rom grâce à des initiatives de la société civile». Cette conférence a permis de présenter le rapport final du projet et de chercher à promouvoir les bonnes pratiques recensées dans les États membres visités, à savoir la Finlande, la Roumanie, l'Espagne et la Bulgarie.

En 2015, trois nouveaux projets ont été lancés:

- les villes intelligentes,
- les îles intelligentes,
- l'industrie européenne et la politique monétaire: le rôle de la Banque européenne d'investissement.

RELAYER L'OPINION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Le CESE favorise le développement d'une Union européenne plus participative et plus proche des préoccupations et des attentes des citoyens en faisant office d'enceinte institutionnelle de représentation, d'information, d'expression et de dialogue de la société civile organisée.

JOURNÉE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE 2015

La Journée de la société civile est une initiative organisée chaque année par le CESE et son groupe de liaison avec les organisations et réseaux européens de la société civile. L'objectif de la Journée est de renforcer le dialogue politique entre le Comité et les organisations de la société civile européenne, et de mettre en place un véritable **dialogue civil structuré** avec les institutions de l'UE. La Journée de la société civile tenue le 16 juin 2015 avait pour thème «Le dialogue civil: un instrument pour mieux légiférer en vue de l'intérêt général».

MON EUROPE… DEMAIN!

Le projet pilote «Mon Europe… demain!» («*My Europe… Tomorrow!*», MET) a été clôturé lors d'une manifestation de synthèse organisée le 30 avril 2015 au siège du CESE, à laquelle ont participé des membres du CESE, des organisations partenaires du MET et de l'administration du CESE. Lancé en 2014, cet outil en ligne a encouragé, avec succès, un dialogue structuré sur des questions européennes avec des citoyens, par l'intermédiaire des organisations de la société civile, et a démontré le potentiel d'une **plateforme en ligne interactive** en tant qu'outil de renforcement de la participation des citoyens.

[…] l'initiative citoyenne européenne (ICE) est le principal instrument de démocratie directe au niveau européen.

JOURNÉE DE L'INITIATIVE CITOYENNE EUROPÉENNE 2015: REVOIR, RENOUVELER, RELANCER!

Introduite par le traité de Lisbonne, l'initiative citoyenne européenne (ICE) est le principal instrument de **démocratie directe** au niveau européen. En tant que défenseur de l'inclusivité, du droit de participation, et en sa qualité de voix de la société civile, le CESE a soutenu l'idée des initiatives citoyennes, et ce depuis le début. Le 13 avril 2015, le CESE a organisé une Journée de l'initiative citoyenne européenne, qui a permis aux organisateurs de l'initiative de partager leurs expériences, d'évaluer points forts et faiblesses et d'exprimer leurs besoins et leurs préoccupations. La Journée de l'ICE 2015 était axée sur les conclusions du rapport d'évaluation de la Commission européenne portant sur les trois premières années de mise en œuvre de l'ICE et les informations du médiateur européen relatives au degré d'efficacité de la procédure d'ICE. Les informations recueillies contribueront à jeter les bases des prochaines ICE.

CONFÉRENCES ET DÉBATS

Le CESE a contribué à l'organisation de nombreuses conférences de haut niveau destinées à promouvoir une Union européenne plus participative et davantage en contact avec l'opinion publique.

Changement climatique

Tout au long de 2015, et plus particulièrement au cours de la période cruciale qui a précédé la conférence sur le climat (COP21) à Paris, le CESE s'est employé à mettre en lumière le point de vue de la société civile sur le climat. Le CESE a accueilli et (co)organisé un grand nombre de manifestations et d'auditions. La conférence intitulée «La conférence sur le climat tiendra-t-elle ses promesses?», qui était directement liée à la COP21, a eu lieu à Paris le 23 octobre. Parmi les orateurs figuraient Laurent Fabius, ministre, Georges Dassis, président du CESE, Jean-Paul Delevoye, président du CES français, ainsi qu'un grand nombre de parties prenantes des deux rives de la Méditerranée. La conférence intitulée «La société civile, les régions et les villes se préparent pour la COP21 et au-delà», organisée conjointement avec le Comité des régions, s'est tenue à Bruxelles le 19 novembre 2015. Elle a mis en évidence que les initiatives contre le changement climatique faisaient l'objet d'un large consensus entre la société civile et les autorités locales et qu'une nouvelle alliance devait être scellée entre ces acteurs, afin de mettre en place des **mesures concrètes en faveur du climat** et garantir la participation de la société civile à la mise en œuvre de l'accord de Paris.

Tout au long de 2015, et plus particulièrement au cours de la période cruciale qui a précédé la conférence sur le climat (COP21) à Paris, le CESE s'est employé à mettre en lumière le point de vue de la société civile sur le climat.

La migration

Le premier Forum européen sur la migration, organisé conjointement par la Commission européenne et le CESE, s'est tenu les 26 et 27 janvier 2015 au siège du CESE, à Bruxelles. La manifestation avait pour thème principal «Des itinéraires sûrs pour un avenir sûr. Comment gérer les flux migratoires mixtes qui traversent la Méditerranée?». Soulignant la **nécessité de mieux protéger** les demandeurs d'asile et les réfugiés qui arrivent dans l'UE, les quelque 200 participants rassemblés pour l'occasion ont également débattu des approches possibles en matière de lutte contre les filières d'immigration clandestine et la traite des êtres humains.

Le CESE a organisé une audition sur «Le plan d'action de l'UE contre le trafic de migrants (2015-2020)» le 12 octobre 2015 et une autre audition le 15 octobre 2015 sur le thème de «L'intégration des réfugiés

au marché du travail: obstacles et initiatives visant à en maximiser le potentiel». Le CESE a par ailleurs organisé des déplacements dans certains États membres, afin d'évaluer la manière d'aider au mieux les organisations et institutions qui travaillent avec les migrants et les réfugiés. Une conférence sur «L'intégration des migrants dans le marché du travail: une situation profitable pour tous» et un atelier intitulé «Vers une directive sur la carte bleue révisée: résultats de la consultation publique», organisés en coopération avec la Commission européenne, ont permis de mettre en évidence certains aspects de la migration liés au marché du travail et de faire connaître les travaux du CESE et de la Commission européenne dans ce domaine.

L'entrepreneuriat social

Dans le cadre de ses activités en lien avec l'entrepreneuriat social, le CESE a organisé, le 10 juillet 2015, une manifestation intitulée «L'entrepreneuriat social: un engagement renouvelé», qui visait à synthétiser les activités menées par le groupe de travail du CESE et à présenter ses conclusions. Cet événement, auquel a participé Nicolas Schmidt, ministre représentant la présidence luxembourgeoise de l'UE, a également été l'occasion de renouveler l'engagement pris à la suite de la déclaration de Strasbourg et de promouvoir, à tous les niveaux, le développement d'un **écosystème plus favorable** aux entreprises sociales, de manière à tirer pleinement profit du potentiel de ce secteur.

La Journée européenne du consommateur

Placée sous le thème «La consommation responsable peut-elle devenir une réalité ou n'est-ce qu'une illusion?», la 17e Journée européenne du consommateur, tenue le 16 mars 2015 au CESE, a mis l'accent sur les **nouvelles tendances en matière de consommation**. Věra Jourová, commissaire européenne chargée de la justice, des consommateurs et de l'égalité des genres, Pascal Durand, membre de la commission IMCO du Parlement européen et Zaiga Liepiņa, secrétaire d'État adjointe au ministère letton de l'économie, ont pris part à cet événement, qui a également rassemblé un nombre important d'acteurs de la société civile.

Achever l'UEM

Afin de contribuer au débat interinstitutionnel sur l'approfondissement de l'UEM, le CESE a élaboré deux avis d'initiative intitulés «Achever l'UEM: le pilier politique» et «La méthode communautaire pour une UEM démocratique et sociale». Les rapporteurs et le président de la section ECO ont organisé plusieurs discussions bilatérales importantes avec des personnalités politiques des États membres et des institutions européennes. Des débats thématiques ont également eu lieu avec des députés au Parlement européen et des représentants de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne et du monde universitaire. Le 4 mai 2015, une audition publique à laquelle ont pris part des décideurs concernés, des groupes de réflexion, des partenaires sociaux européens et d'autres représentants de la société civile, a été organisée afin d'examiner les propositions actuelles et autres options visant à promouvoir une UEM **plus démocratique et plus sociale**.

Partenariat pour le développement urbain – L'avenir du programme urbain de l'UE

Le 14 décembre 2015, le CESE a organisé une audition publique intitulée «Un partenariat pour le développement urbain — L'avenir du programme urbain de l'UE», qui a rencontré un franc succès et dont les conclusions ont alimenté l'avis sur l'avenir du programme urbain de l'UE du point de vue de la société civile. Sur cette base, le CESE s'emploie à présent à assurer une **forte participation** des organisations de la **société civile** au processus décisionnel de l'UE sur les questions urbaines.

Europe 2020 – Pistes pour réinventer l'avenir de l'Europe

Le 6 juillet 2015, le CESE a organisé une conférence de haut niveau sur le thème «Europe 2020 — Pistes pour réinventer l'avenir de l'Europe». La conférence, conçue autour d'un système interactif et original destiné à susciter la participation des participants en temps réel, a proposé une nouvelle approche de ces questions, étayée par des **propositions concrètes** pour relever des défis économiques, environnementaux et sociaux étroitement liés,

tout en abordant la problématique de la gouvernance en tant que question transversale. De nouvelles perspectives ont été ouvertes en matière de progrès sociaux, en vue d'améliorer les performances et l'efficacité des objectifs stratégiques de l'UE. Des propositions visant à établir un lien plus étroit entre la stratégie Europe 2020, d'une part, et le semestre européen, les politiques nationales et le plan d'investissement, d'autre part, ont en outre été formulées, et les conclusions de la conférence ont été transmises aux décideurs concernés au Parlement européen, au Conseil et à la Commission.

Dialogue participatif sur le réseau transeuropéen de transport

Le CESE, et plus particulièrement son groupe d'étude permanent sur les transports, s'est joint à la Commission européenne afin de lancer un dialogue participatif sur le réseau transeuropéen de transport. La première réunion a eu lieu en mai 2015, à Malmö (Suède), sur le thème du corridor Scandinavie-Méditerranée. Par ailleurs, la plateforme en ligne «***Talking Transport***» («Parlons transport») a été mise en place afin de soutenir la participation de la société civile et d'assurer un dialogue continu.

Stratégie pour un marché unique numérique

Le CESE a organisé une conférence sur «La stratégie pour le marché unique numérique: un nouveau départ» le 16 juin 2015 à Riga, en coopération avec l'Association lettone des technologies de l'information et de la communication et la Chambre de commerce et d'industrie. Cette conférence a débouché sur deux grandes conclusions stratégiques: premièrement, il convient de trouver un équilibre entre le potentiel de **valorisation économique** des données, d'une part, et les garanties **de sécurité et de protection de la vie privée**, d'autre part; deuxièmement, meilleure sera la formation des utilisateurs des TIC, mieux ils seront en mesure de saisir les possibilités et les risques que présente la technologie moderne. Les décideurs politiques devraient par conséquent développer les possibilités pour les citoyens d'accroître leurs compétences numériques, développer l'apprentissage tout au long de la vie et veiller à réaliser une meilleure adéquation entre le système éducatif et l'économie.

Les effets de la numérisation sur l'emploi, l'industrie, les entreprises et la société

Les technologies numériques sont susceptibles d'amener la richesse à un niveau sans précédent et **d'améliorer la qualité du travail et de l'emploi** en Europe. Tandis que des priorités devraient être introduites entre les différentes mesures de l'UE permettant à l'industrie de tirer pleinement avantage des possibilités stratégiques de la numérisation, le rôle des institutions européennes doit encore être clairement défini. Dans ce contexte, parallèlement à l'élaboration de deux avis, la CCMI a organisé, le 25 mars, une conférence de premier plan intitulée «L'incidence de la numérisation sur les entreprises et la société: un défi pour les décideurs politiques», qui était axée sur le défi que doivent relever les pouvoirs publics confrontés aux effets de la numérisation sur la société.

> **Les technologies numériques sont susceptibles d'amener la richesse à un niveau sans précédent et d'améliorer la qualité du travail et de l'emploi en Europe.**

Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement

Tout au long de l'année 2015, le CESE a organisé plusieurs manifestations relatives au PTCI, afin de recueillir des informations pour élaborer des avis et stimuler un débat éclairé sur les principaux thèmes couverts par les négociations en la matière.

La plus grande manifestation qui s'est déroulée dans ce contexte était une conférence organisée en coopération avec le Parlement européen, la Commission européenne et la présidence luxembourgeoise du Conseil, intitulée «PTCI, quels avantages pour les partenaires sociaux?». Cette manifestation destinée à débattre **des défis et des perspectives** liés aux négociations du PTCI a réuni plus de 200 représentants des partenaires sociaux de la plupart des États membres de l'UE, ainsi que Xavier Bettel, premier ministre du Luxembourg; Martin Schultz, président du Parlement européen, Cecilia Malmström, commissaire européenne chargée du commerce, Georges Dassis, président du CESE, Jean Asselborn, ministre luxembourgeois des Affaires étrangères et Bernd Lange, président de la commission du commerce international du Parlement européen. Un certain nombre d'autres députés au Parlement européen, membres du CESE et représentants de la société civile ont également pris part à cette manifestation.

Le 3 février 2015, le CESE a organisé une audition sur l'avis du Comité portant sur la protection des investisseurs et le règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE), une proposition

qui prête à controverse dans le cadre des négociations sur le PTCI. Le 29 mai 2015, la section REX et la catégorie «PME, artisanat et professions libérales» du CESE ont organisé une audition intitulée «Le PTCI peut-il contribuer à promouvoir l'internationalisation des PME européennes?». Cette audition visait essentiellement à formuler des recommandations concernant les chapitres relatifs aux PME des futurs accords commerciaux de l'UE, y compris le PTCI.

En juillet 2015, le CESE et la Commission européenne ont organisé une manifestation sur le thème «La coopération réglementaire dans le cadre du PTCI – Discussion entre les parties prenantes de la société civile et le négociateur en chef de l'Union européenne».

ENCOURAGER UNE SOCIÉTÉ CIVILE ORGANISÉE AU-DELÀ DE NOS FRONTIÈRES

Au cours de l'année 2015, des membres du CESE ont également joué un rôle influent dans le cadre de nombreuses réunions de haut niveau organisées aux échelons national, européen et international, et ont contribué à promouvoir les valeurs européennes et à faire entendre les préoccupations de la société civile. Le Comité a activement intensifié ses contacts et développé ses consultations avec les organisations de la société civile dans des pays tiers, grâce à sa pratique bien établie consistant à associer la société civile au suivi des différents volets des politiques extérieures de l'UE. De **nouvelles plateformes** de dialogue structuré ont été mises en place avec les acteurs économiques et sociaux d'Afrique, des ONG russes, la société civile ukrainienne, et des pays d'Amérique centrale et des Caraïbes.

Parmi les **principales manifestations** organisées:

- Réunion du réseau des acteurs économiques et sociaux UE-Afrique
- Séminaire régional des milieux économiques et sociaux ACP-UE en Afrique centrale
- Première réunion de la plateforme de la société civile UE-Ukraine
- Sommet euro-méditerranéen des conseils économiques et sociaux et institutions similaires
- Comité consultatif mixte de la société civile UE-Turquie
- Comité consultatif mixte de la société civile UE-Monténégro
- Comité consultatif mixte de la société civile UE-Serbie
- Forum de la société civile des Balkans occidentaux
- Comité consultatif mixte de la société civile de l'EEE

- Forum de la société civile Sud
- Rencontre du groupe consultatif interne de la société civile dans le cadre de l'accord de libre-échange UE-Corée
- Rencontres du groupe consultatif interne de la société civile dans le cadre de l'accord de libre-échange UE-Amérique centrale
- Rencontres du groupe consultatif interne de la société civile dans le cadre de l'accord de libre-échange UE-Colombie et Pérou
- Réunion préparatoire de la plateforme de la société civile dans le cadre de l'accord d'association UE-Moldavie
- Forum de la société civile UE-Russie
- Rencontre de la société civile Union européenne-Amérique latine et Caraïbes
- Rencontres avec la société civile japonaise concernant l'accord de libre-échange UE-Japon.

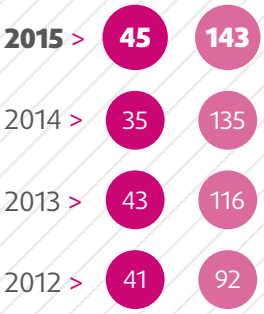
2015, Année européenne du développement

Le **CESE** a joué un **rôle central** en proposant et en mettant en œuvre l'Année européenne du développement et a maintenu des contacts réguliers avec la société civile dans les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (pays ACP). En plus d'être à l'origine de l'idée, le Comité a organisé, tout au long de 2015, des activités spécifiques dans le contexte de l'Année européenne du développement et élaboré des avis sur le financement du développement, le cadre de développement après les objectifs du Millénaire pour le développement et le rôle du secteur privé dans le développement.

COOPÉRATION AVEC LES CONSEILS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX NATIONAUX

Malgré d'importantes restrictions budgétaires opérées à l'échelon national et au niveau de l'UE en 2015, le CESE a réussi à maintenir un niveau élevé d'activités associant les conseils économiques et sociaux nationaux et institutions similaires (CES). La coopération avec les CES nationaux a porté sur des aspects liés à la stratégie **Europe 2020** et au **semestre européen** – le cycle annuel d'orientation et de surveillance de l'UE en matière de politiques économiques. En outre, le Comité a participé à un grand nombre de conférences et d'activités communes en collaboration avec plusieurs CES, sur une base bilatérale ou dans le cadre du réseau des CES nationaux des États membres de l'UE, notamment le soutien à la réunion du réseau des présidents et secrétaires généraux en Roumanie, qui était axée sur le rôle et la participation des CES européens à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale en période de crise économique et politique.

MANIFESTATIONS ET PARTENARIATS



● Manifestations organisées par le CESE

● Partenariats

LE CESE: UN FACILITATEUR ET UN ORGANISATEUR DE RÉUNIONS DE HAUT NIVEAU ESSENTIELLES, PORTANT SUR DES SUJETS D'INTÉRÊT VITAL ET DE PREMIÈRE IMPORTANCE POUR UNE MEILLEURE EUROPE

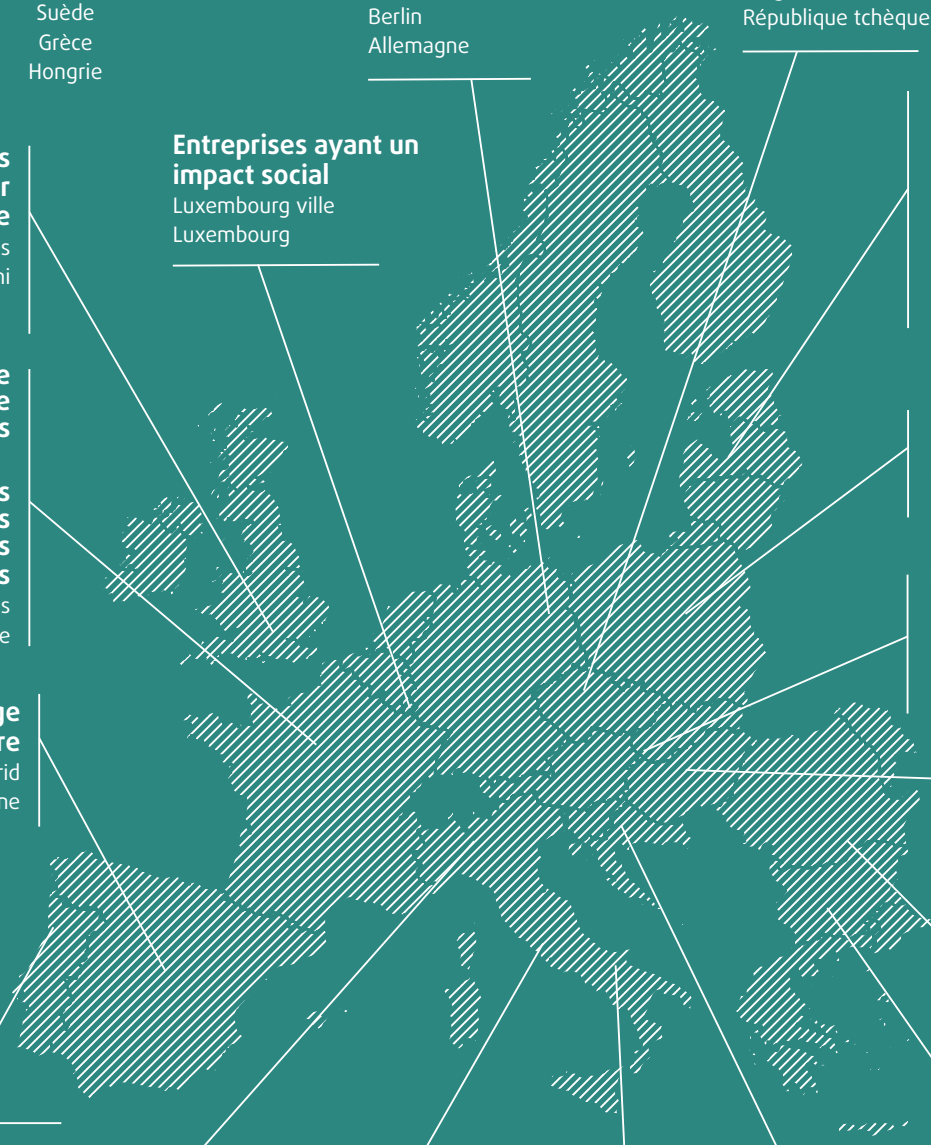
Les membres du CESE, qui représentent divers domaines politiques au sein de l'UE, se voient offrir une occasion unique d'exposer leurs points de vue et d'orienter le débat relatif à l'avenir de la politique affectant l'ensemble des Européens.

LE CESE: UN PROMOTEUR DES VALEURS EUROPÉENNES

Le CESE promeut les valeurs qui constituent le fondement de la construction européenne et fait progresser, en Europe et dans le reste du monde, la démocratie, la démocratie participative et le rôle des organisations de la société civile.

ACTIVITÉS DE COMMUNICATION «*GOING LOCAL*»

La communication «*Going Local*» («Investir l'échelon local») est une action d'information mise en œuvre par des membres du CESE et dont l'objectif est de permettre à la société civile de mieux comprendre le travail du Comité et son rôle dans le processus décisionnel de l'UE.



Les missions d'information sur la question des migrations
Autriche
Suède
Grèce
Hongrie

La semaine verte
Berlin
Allemagne

Journée commémorative de l'Holocauste
Prague
République tchèque

Des marchés résilients pour la croissance
Londres
Royaume-Uni

Entreprises ayant un impact social
Luxembourg ville
Luxembourg

La santé et la sécurité au travail

La Journée internationale des personnes handicapées
Riga
Lettonie

L'affichage de la durée de vie des produits

Les exploitations agricoles familiales
Paris
France

Les femmes dans le développement durable
Varsovie
Pologne

Valeur dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire
Bratislava
Slovaquie

Le gaspillage alimentaire
Madrid
Espagne

Urbanisme et aménagement du territoire
Budapest
Hongrie

Stimuler l'économie sociale
Bucarest
Roumanie

L'entreprise familiale en Europe
Porto
Portugal

Les nouveaux modèles urbains
Milan
Italie

Réexamen de la gouvernance économique
Rome
Italie

La politique énergétique
Foggia
Italie

Le PTCI
Zagreb
Croatie

L'entrepreneuriat social
Plovdiv
Bulgarie

Les manifestations «Going Local» («Investir l'échelon local») sont organisées conjointement avec la société civile dans le cadre des travaux consultatifs du CESE.

INVESTIR ET ÊTRE PRÉSENT À L'ÉCHELON LOCAL

L'initiative du CESE «Investir et être présent à l'échelon local» («*Going Local, Being Local*») a pour but de promouvoir une coopération plus étroite entre le Comité et la société civile organisée sur le terrain. L'objectif est de renforcer la capacité de réaction du Comité aux préoccupations exprimées par les milieux économiques et sociaux locaux. Cet objectif peut être atteint de différentes façons, allant de l'intervention de membres lors de conférences locales à l'organisation de réunions pertinentes dans les États membres.

En 2015, le nombre des activités visant à investir l'échelon local a sensiblement augmenté: environ **200 activités**, auxquelles ont participé quelque 100 membres, ont été organisées, ainsi qu'environ 40 autres activités en lien avec «Votre Europe, votre avis!» («*Your Europe, your say!*», voir plus loin). Pour la première fois, une grande partie des activités organisées à l'échelon local étaient des manifestations liées aux travaux législatifs, telles que la promotion des avis du CESE.

En décembre 2015 et en janvier 2016, des délégations du CESE se sont rendues dans **11 États membres de l'UE et en Turquie** pour rencontrer les organisations de la société civile travaillant avec les migrants, afin de recenser les problèmes, les besoins, les échecs, les réussites et les bonnes pratiques des différents acteurs intervenant dans l'actuelle crise des réfugiés, le but final étant d'apporter une contribution utile à l'élaboration des politiques de l'UE. En décembre 2015, les délégations du CESE se sont rendues en Autriche, en Suède, en Grèce et en Hongrie.

PRIX DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Le Prix de la société civile a pour objectif de récompenser l'excellence dans les initiatives de la société civile. L'édition 2015 du prix visait à récompenser des initiatives menées dans le but d'améliorer **l'inclusion économique et sociale** des personnes vivant dans la pauvreté ou de lutter contre le risque croissant d'être confronté à la pauvreté en Europe. Le Comité a reçu un total de 106 candidatures, et les lauréats sélectionnés venaient d'Allemagne, de Finlande, de France, d'Irlande et de Pologne. En 2015, la valeur totale du prix est passée de 30 000 à 50 000 EUR, ce qui élève le prix CESE de la société civile au niveau du prix Sakharov du Parlement européen.

En 2015, le nombre des activités visant à investir l'échelon local a sensiblement augmenté: environ 200 activités, auxquelles ont participé quelque 100 membres, ont été organisées, ainsi qu'environ 40 autres activités...

MÉDIAS ET JOURNALISTES

En 2015, quelque **78 communiqués de presse** ont été publiés et **3 289 coupures de presse** rassemblées, soit une augmentation d'environ 246% par rapport à 2014. En mars 2015, le service de presse a commencé à recueillir des informations par l'intermédiaire d'un **outil** spécifique **de contrôle en ligne** couvrant environ 10 000 sources internationales, nationales et locales dans tous les États membres de l'UE et certains pays tiers. L'année 2015 a été marquée, sur le plan interne, par le renouvellement du CESE (40% de nouveaux membres et une nouvelle présidence) et, sur le plan externe, par de nombreuses crises au niveau international et de l'UE (migration, attentats terroristes, crise de l'euro). Le service de presse du CESE a suivi ces évolutions en se faisant l'écho de la société civile en ces temps difficiles. En faisant connaître le travail des membres du CESE, le service de presse a également suscité une large couverture médiatique du Comité sur des questions comme la traite des êtres humains, le handicap, la pauvreté (Prix de la société civile) et les droits des victimes.

SÉMINAIRE DES ATTACHÉS DE PRESSE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

En novembre 2015, le CESE a organisé, au Luxembourg, un séminaire des attachés de presse de la société civile sur le thème «Communiquer sur la politique européenne de développement». Le séminaire portait sur la manière dont l'Union européenne communique sur les **questions de développement**, mais aussi sur la façon dont les personnes travaillant dans le secteur du développement au sein d'organisations partenaires utilisent la communication pour atteindre leurs objectifs. Une enquête a révélé que 98,11% des participants ont apprécié le séminaire et que les orateurs, le contenu et l'organisation en général ont suscité des réactions particulièrement positives.

Les médias sociaux ont en outre été utilisés pour promouvoir pas moins de 142 manifestations au cours de l'année.

SOCIÉTÉ CIVILE ET MÉDIAS SOCIAUX

L'utilisation des médias sociaux a été renforcée en 2015, avec l'instauration d'actions régulières pour toutes les manifestations importantes du CESE, la mise en place d'une politique de formation cohérente et de séances de coaching à la demande taillées sur mesure pour des publics spécifiques. Par ailleurs, l'organisation de sessions de formation régulières pour les membres s'est poursuivie tout au long de l'année. Les médias sociaux ont en outre été utilisés pour promouvoir pas moins de **142 manifestations** au cours de l'année. Fin 2015, l'ensemble des comptes Twitter, qu'il s'agisse de ceux de l'institution ou de ceux propres à ses organes, affichaient un total de **32 424 abonnés**. Le nombre d'abonnés sur le compte Facebook central est quant à lui passé de 7 770 à 10 836 en 2015.

VOTRE EUROPE, VOTRE AVIS!

L'événement «Votre Europe, votre avis!» («*Your Europe, your say!*») qui a lieu chaque année à Bruxelles depuis 2010, simule le travail réalisé par les membres du CESE. Des étudiants, qui représentent la **jeunesse européenne**, se réunissent ainsi au siège du CESE afin de débattre, de négocier et de parvenir à un consensus sur des sujets hautement prioritaires pour les jeunes.

84
étudiants de l'enseignement secondaire

30
enseignants

28
États membres

L'édition 2015 de «Votre Europe, votre avis!» a eu lieu les 23, 24 et 25 avril, au CESE. Au total, 84 élèves et 30 enseignants provenant des 28 États membres (une école par État membre, choisie au hasard) ont pris part à l'événement dont l'objectif était de sensibiliser davantage les jeunes à l'UE, de leur permettre de découvrir le rôle et les travaux du CESE et de prendre connaissance de nouvelles idées pour une Europe plus démocratique. Les thèmes retenus pour l'édition 2015 étaient l'initiative citoyenne européenne et la citoyenneté active.

VISITES D'ÉCOLES

Dans le cadre de «Votre Europe, votre avis!» ou de l'initiative «**Retour à l'école**» («*Back to school*»), quelque 36 membres du CESE et 5 membres du personnel du CESE ont passé une journée dans une école dans leur pays d'origine, afin de discuter de l'intégration européenne avec les élèves et de leur expliquer en quoi consiste leur travail dans une institution européenne.

ACCUEILLIR LES VISITEURS À BRUXELLES

En 2015, le CESE a accueilli 355 groupes de visiteurs (plus de **9 200 visiteurs**) en provenance du monde entier, constitués pour la plupart de membres d'organisations de la société civile et d'étudiants se spécialisant dans les affaires européennes. Par ailleurs, la traditionnelle **Journée portes ouvertes** organisée le 9 mai 2015 dans le cadre de la journée portes ouvertes interinstitutionnelle a attiré quelque **2 400** visiteurs.

VISITEURS ET PRÉSENTATIONS DES MEMBRES

	Groupes de visiteurs	Présentations des membres	Visiteurs
2015 >	**355**	**152**	**9 230**
2014 >	348	164	9 534
2013 >	358	174	9 645
2012 >	382	178	10 137

- Groupes de visiteurs
- Présentations des membres
- Visiteurs

MANIFESTATIONS CULTURELLES ET CONCOURS

Plusieurs manifestations culturelles ont été organisées en lien avec la présidence lettone de l'UE (exposition photo «La Lettonie vue du ciel» et une exposition de peinture «Les vraies couleurs de la Lettonie») et la présidence luxembourgeoise de l'UE («La découverte du Luxembourg inattendu», une exposition de photos «Lieux de passage – Architecture et points de contrôle au Luxembourg», ainsi qu'un concert du groupe Dream Catcher). Outre les manifestations liées aux États assurant la **présidence de l'UE** et à l'**Année européenne du développement**, le CESE a organisé 12 manifestations culturelles en coopération avec différents services du Comité et/ou acteurs concernés.

L'EUROPE EN HARMONIE

En 2015, le concours vidéo s'est transformé en une compétition alliant musique et vidéo, pour laquelle les participants étaient invités à interpréter de manière créative l'*Hymne à la joie* en version originale ou adaptée dans le cadre d'une vidéo de leur performance musicale illustrant un thème européen. Le concours «L'Europe en harmonie» s'est révélé plus populaire que jamais, puisque le CESE a reçu plus de **60 contributions** et que **10 500 personnes** ont participé au vote du public. Les trois équipes lauréates venaient de Bulgarie, d'Allemagne et d'Espagne.

GESTION DU CESE

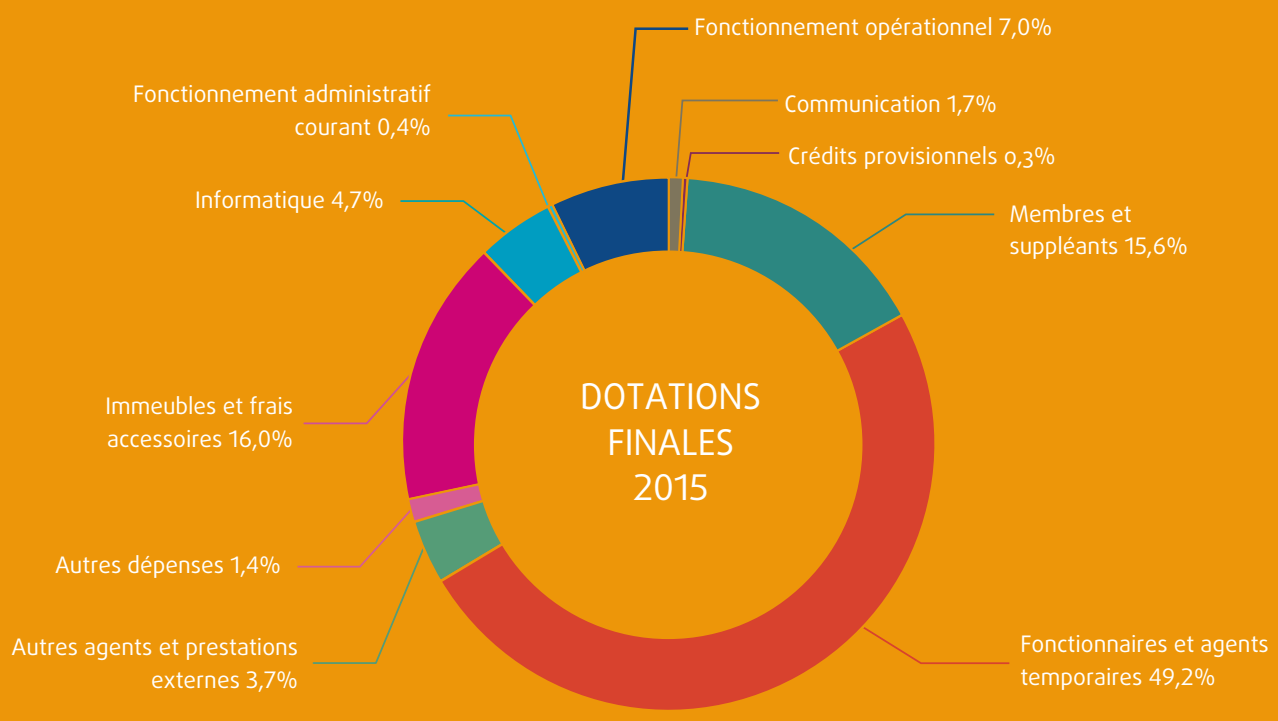
Le CESE s'efforce d'attirer, de former et de reconvertir un personnel qualifié, d'optimiser sa structure organisationnelle et de promouvoir un environnement favorable au développement personnel et professionnel, qui favorise l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée.

Un budget total de
129,1
millions d'euros

En augmentation de
0,39%
par rapport à 2014

BUDGET 2015

Le CESE est pleinement conscient du fait qu'une utilisation correcte, efficace et responsable des ressources de l'UE est importante pour gagner et/ou renforcer la confiance des citoyens européens. Le budget 2015 du Comité s'élevait à **129,1 millions d'euros**. Le CESE élabore son budget dans le cadre fixé par le Parlement européen, le Conseil et la Commission, en suivant strictement les lignes directrices et les indicateurs de la Commission. Le Comité a donc réduit et continuera de réduire ses effectifs de 1% par an sur une période de cinq ans, et poursuivra la mise en œuvre des autres mesures de réduction des coûts prévues par la réforme statutaire.



LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE AU CESE

Renouvellement

En 2015, avec la nomination de 141 nouveaux membres, le CESE a connu un **taux de renouvellement** d'une ampleur historique de **40%**. Le nouveau service mis en place dans le courant de l'année afin d'offrir aux membres un guichet unique pour répondre à toutes leurs questions pratiques et administratives a rencontré un franc succès.

Perspectives interinstitutionnelles

L'accord de coopération avec le **Parlement européen** a été approfondi au cours de l'année avec le transfert de personnel et de postes vers la nouvelle direction générale des services de recherche parlementaire (DG EPRS).

En juillet 2015, le CESE et le **Comité des régions** ont signé un nouvel accord de coopération, qui a mis en place un cadre juridique solide pour le long terme ainsi qu'une coopération efficace et effective. Les principaux avantages de cet accord sont une simplification des structures de gouvernance, un engagement plus ferme en faveur de l'environnement, l'amélioration de la coordination des services informatiques, techniques et de maintenance ainsi que la gestion de la sécurité, du budget et des services conjoints comme la traduction. Il montre également que les deux Comités agissent en partenariat, dans le respect des compétences et prérogatives de chaque entité.

Les contacts avec d'autres institutions de l'UE ont été renforcés, principalement en ce qui concerne la mise en œuvre du statut des fonctionnaires de 2014, à la fois à titre formel (comités paritaires interinstitutionnels) et informel (contacts bilatéraux et groupes de travail ad hoc). Le CESE a par ailleurs poursuivi son étroite **coopération** avec l'**EPSO** (participation aux jurys de sélection, production de vidéos pour l'EPSO) et a assuré la présidence d'une commission paritaire commune (COPARCO).

D'autres mesures, notamment la conclusion **d'accords sur le niveau de service** (SLA) avec la **Commission européenne**, concernant certains services administratifs et la participation du Comité à plusieurs procédures d'appel d'offres, illustrent les solides relations de travail nouées avec d'autres institutions de l'UE.

Perspectives du CESE

Doter l'administration des outils qui lui permettront de relever les défis de l'avenir

Une **structure organisationnelle** et des mesures d'application **nouvelles**, telles que la flexibilité, l'apprentissage et le développement, ont été mis en place afin d'aider le secrétariat général et l'administration du CESE à fournir un meilleur service à l'institution et un meilleur appui à ses membres. Un **bureau de conseil aux membres** a été créé afin de fournir une assistance aux membres sur d'autres questions que celles liées aux remboursements; par ailleurs, un nouvel outil de demande de remboursement en ligne a été mis en place, parallèlement au lancement du **nouveau portail des membres**. Plusieurs séances d'information ont également été organisées, durant les journées d'accueil des 22 et 23 septembre 2015, pour informer les membres sur toutes ces nouvelles évolutions. Plusieurs activités ont été menées dans le cadre d'une approche reposant sur l'amélioration continue et la nécessité de s'adapter aux contraintes budgétaires et aux réductions d'effectifs.

FORMATION ET MOBILITÉ

Taux de participation de

83%

(intensité de la formation)

88

mouvements de personnel (12,3% du total du personnel permanent)

Favoriser une culture de la mobilité au sein du CESE

En avril 2015, 11 chefs d'unité ont changé de fonctions, au sein de leur direction ou en dehors de celle-ci. Cette première «grande vague» de mobilité professionnelle parmi le personnel de l'encadrement intermédiaire a été suivie par l'entrée en vigueur de la nouvelle décision sur la mobilité, qui instaure un cadre pour une mobilité structurelle accrue.

Renforcement des capacités d'anticipation et d'orientation professionnelle en matière de ressources humaines (RH)

La direction des ressources humaines a poursuivi la mise en œuvre d'une approche prospective vis-à-vis de ses activités, notamment dans le domaine de la planification de la force de travail et de la contribution de cette planification à la conception de la structure organisationnelle.

Amélioration de la communication interne, du dialogue social et des relations avec les partenaires internes

La communication a été renforcée avec différentes parties prenantes en consolidant les outils de communication interne, en créant de nouvelles activités et en menant un dialogue continu avec les représentants du personnel.

Assistance en matière de marchés publics

Un nouveau service chargé de fournir une assistance en matière de marchés publics à tous les acteurs financiers du CESE a été créé en 2015 et est opérationnel depuis mi-2015.

Modernisation de l'infrastructure informatique

Un grand nombre de nouveaux développements déployés en 2015, y compris une nouvelle version du portail des membres du CESE basée sur une conception adaptative, ont été lancés en temps utile pour le nouveau mandat en octobre et le projet *Document Search* a été achevé.

Système de management environnemental et d'audit (EMAS)

À l'instar de nombreux organismes privés et publics, le CESE s'efforce de réduire l'empreinte carbone et le coût énergétique de ses activités en améliorant constamment ses performances environnementales. Les efforts déployés ces dernières années ont été reconnus par l'octroi des certifications EMAS et ISO 14001.

Volume de traduction

La demande en matière de traduction dépend de l'intensité de l'activité législative dans les institutions ainsi que des activités propres du CESE. En 2014, le volume de traduction a enregistré une baisse, en partie structurelle et en partie conjoncturelle. La production est restée à ce faible niveau en 2015, mais l'externalisation a sensiblement augmenté (de moins de 2% à près de 10%), suite à une réduction des effectifs du service de traduction et à l'accord de coopération conclu avec le Parlement européen. Cette évolution est conforme à la politique de multilinguisme efficace dans l'utilisation des ressources.

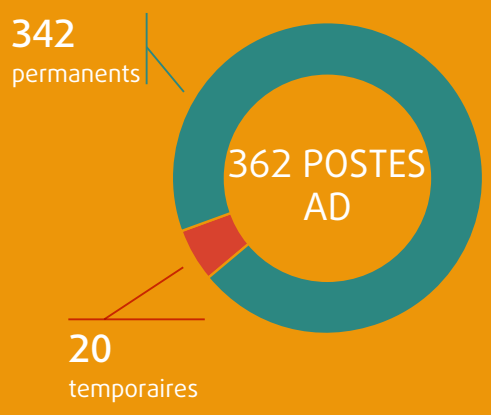
Service juridique

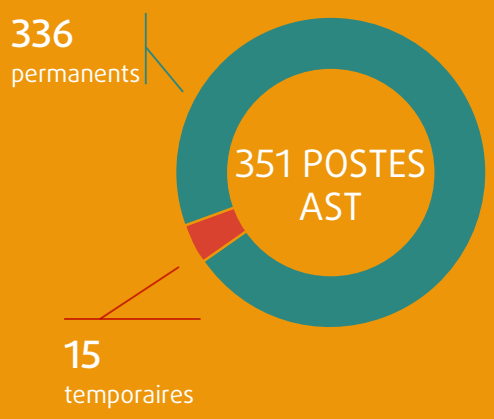
En 2015, le service juridique a élaboré 190 avis.

RESSOURCES HUMAINES
FAITS ET CHIFFRES CLÉS POUR 2015

TABLEAU DES EFFECTIFS: POSTES MIS À DISPOSITION PAR L'AUTORITÉ BUDGÉTAIRE

RÉPARTITION DES POSTES PAR CATÉGORIE



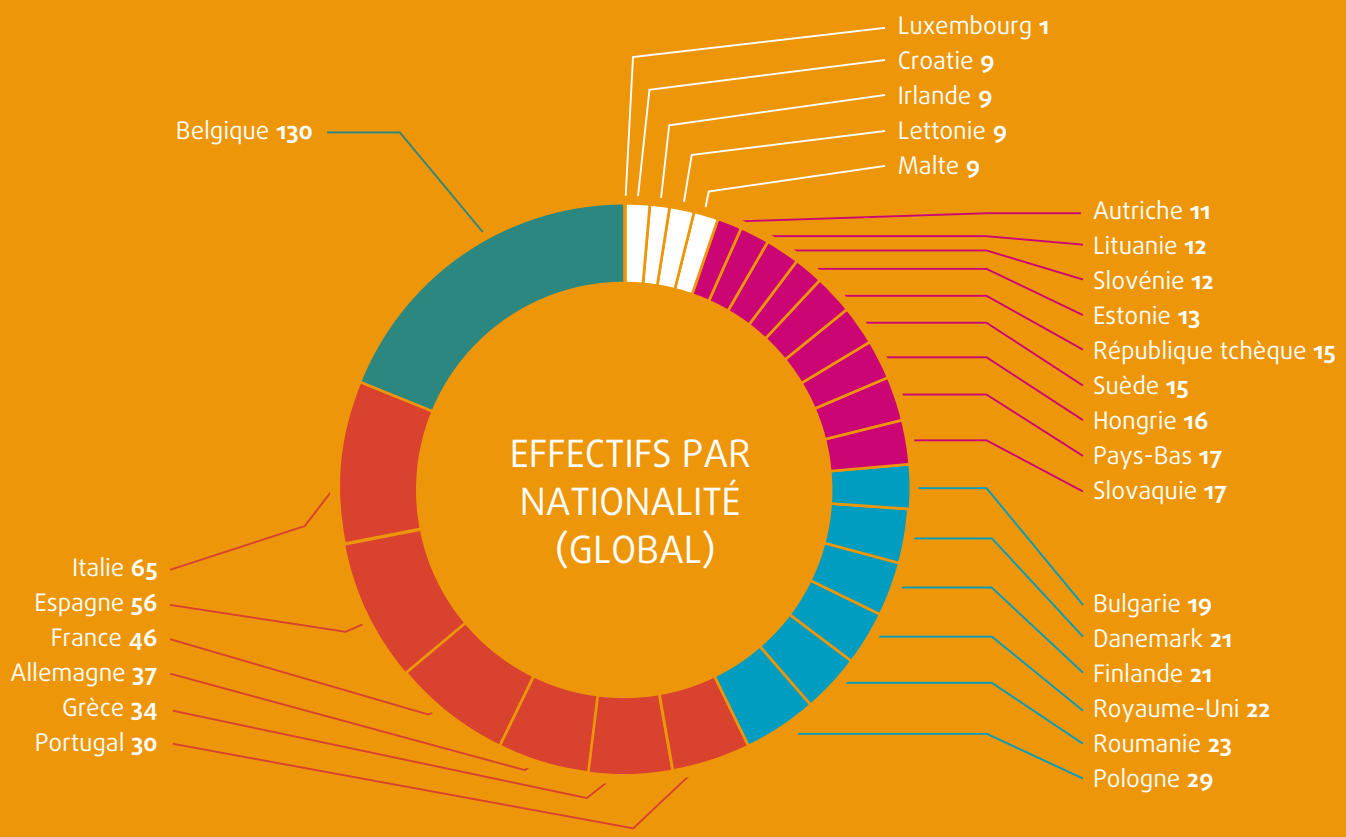


TOTAL PERMANENTS
678

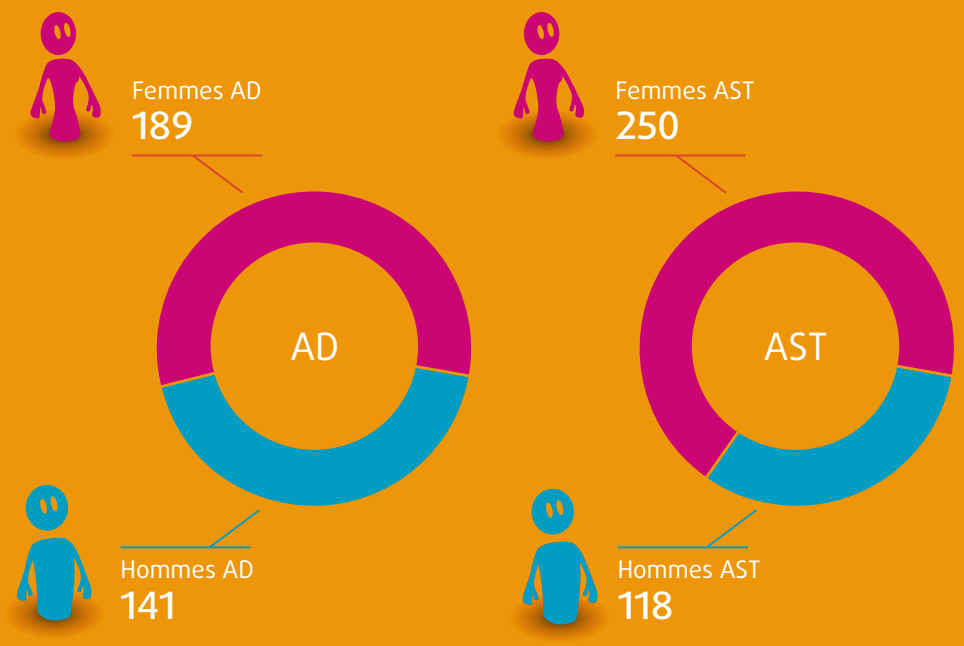
TOTAL TEMPORAIRES
35

TOTAL 2015
713

EFFECTIFS PAR NATIONALITÉ (GLOBAL)



RÉPARTITION H/F PAR GROUPE DE FONCTIONS AD/AST



FEMMES:

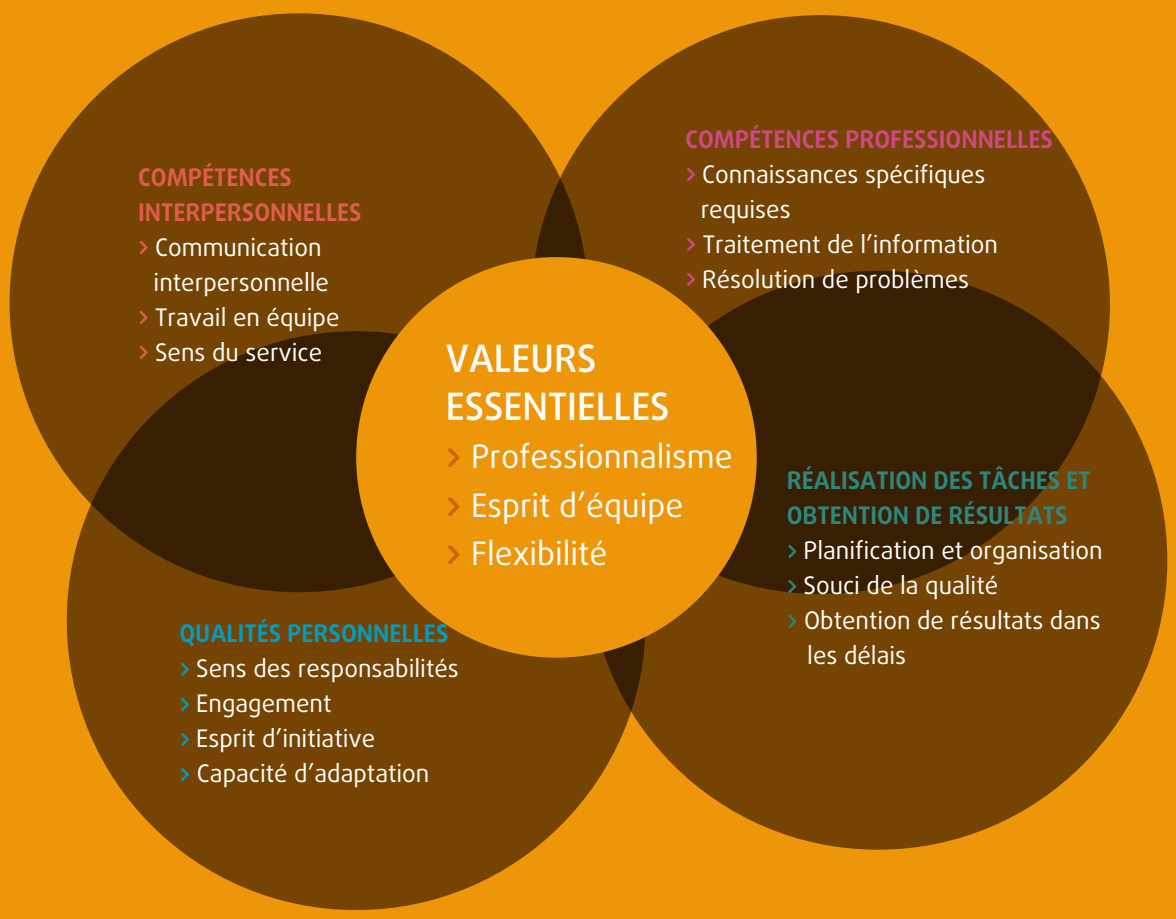
62,9%
du personnel
(tous niveaux/catégories)

39%
des chefs d'unité

29%
de l'encadrement
supérieur

Le CESE présente un **équilibre hommes-femmes** exemplaire dans un large éventail de fonctions et de postes d'encadrement intermédiaire et poursuivra ses efforts pour promouvoir cet équilibre, y compris au niveau de l'encadrement supérieur.

NOTRE RÉFÉRENTIEL DE COMPÉTENCES



Le référentiel de compétences aide à recenser et à promouvoir les meilleures pratiques, la qualité et une meilleure gestion des talents au sein du CESE. La formation et la mobilité font également l'objet d'une attention particulière au CESE.

LIENS UTILES

Rapport annuel d'activité du CESE (2015):
http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.about-the-committee

Site internet du CESE:
www.eesc.europa.eu

Facebook:
www.eesc.europa.eu/facebook

Twitter:
www.eesc.europa.eu/twitter

YouTube:
www.eesc.europa.eu/youtube

LinkedIn:
www.linkedin.com/company/european-economic-and-social-committee

Site internet du président du CESE:
www.eesc.europa.eu/president

Compte Twitter du président du CESE:
https://twitter.com/EESC_President

Le CESE et la jeunesse:
www.eesc.europa.eu/youth

Votre Europe, votre avis!:
www.eesc.europa.eu/YourEuropeYourSay

R EU Ready – le jeu du CESE:
www.eesc.europa.eu/?i=portal.en.r-eu-ready

Europe en harmonie:
www.eesc.europa.eu/video-challenge/2015/

www.eesc.europa.eu

www.eesc.europa.eu/facebook

www.eesc.europa.eu/twitter

www.eesc.europa.eu/youtube

www.linkedin.com/company/european-economic-and-social-committee

Comité économique et social européen

Rue Belliard 99
1040 Bruxelles
BELGIQUE

Responsable d'édition: unité «Visites et Publications»
EESC-2016-34-FR

© Union européenne, 2016
Texte et infographie: reproduction autorisée, moyennant mention de la source.
Photos: toute utilisation ou reproduction des photos est soumise à une autorisation préalable à demander directement aux détenteurs de leurs droits d'auteur: voir deuxième de couverture.

Print:
QE-02-16-363-FR-C
ISBN 978-92-830-3182-6
doi:10.2864/067160

Online:
QE-02-16-363-FR-N
ISBN 978-92-830-3177-2
doi:10.2864/20168

FR